

Excellence, Monsieur le Président,

Cette lettre ouverte vous est adressée par trois partis politiques qui appartenaient à la COORDINATION de l'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE, en abrégé «C.O.E.P.», au moment où vous avez invité cette structure à vous rencontrer. Elle résume le message que les trois partis (le Bloc Libéral - BL, le Congrès Africain pour le Développement et le Renouveau - CADRE et l'Union des Forces Démocratiques - UFD) ont tenté, en vain, de faire figurer dans le mémo qui vous a été transmis par certains partis de la COEP.

En effet, convaincus que les graves problèmes politiques, économiques et sociaux auxquels fait face la Guinée ne peuvent trouver de solution heureuse que dans un dialogue franc et sincère entre tous les acteurs, quel que soit leur bord politique ou idéologique, nous avons préparé la présente lettre, pour donner notre point de vue.

Comme chacun le sait, la Guinée malgré des débuts prometteurs à l'indépendance le 2 octobre 1958, n'a connu qu'une longue succession de régimes dictatoriaux, qui en ont fait l'un des pays les plus misérables, les plus corrompus et les plus attardés d'Afrique et du monde, sur tous les plans du développement humain.

Que ce soit en 1958, en 1984, en 2008 et en 2010, à chacun de ces tournants importants de l'histoire de notre pays, le peuple éprouvé s'est remis à espérer que les leçons chèrement payées du passé seraient pleinement tirées, afin que le pays reprenne enfin sa marche en avant vers la démocratie, la justice sociale, la concorde et le bien-être.

Excellence, Monsieur le Président,

Au sortir de la transition militaire en 2010, la Guinée était un pays sans repère démocratique, ruiné, déchiré par des décennies de crises économiques et sociales et par des tensions communautaires instrumentalisées de façon criminelle par le personnel politique. L'Etat de droit, socle indispensable à l'émergence d'une société juste, paisible, progressiste et heureuse, est pour les citoyens, du domaine des rêves. Pour tous les crimes à caractère politique et les crimes économiques, l'impunité est de rigueur. L'écrasante majorité de la population en ville comme à la campagne, vit dans des conditions inhumaines, à côté d'immenses fortunes bâties en grande partie sur la prédation du bien public, la corruption ou les passe-droits. Les services publics (électricité, eau, téléphone, salubrité, etc.), sont pratiquement inexistantes. Peu de citoyens mangent à leur faim. La jeunesse est à l'abandon, sans formation valorisante et sans autre perspective que l'exil ou le désœuvrement sur place. L'espérance de vie est parmi les plus faibles au monde. Toutes les infrastructures indispensables au développement économique et social sont inexistantes ou fortement dégradées.

En tant que premier civil arrivé à la présidence de la Guinée après la chute du Parti-Etat du PDG en 1984 et des régimes qui l'ont suivi, vous étiez en face de défis énormes – nous le savions. – ; Tout était à construire ou à reconstruire. Malgré les conditions particulières de votre accession à la magistrature suprême et la fin chaotique et sanglante de la transition, nous espérions que vous

auriez à cœur de tirer les dures leçons de l'histoire de notre pays et en particulier de travailler dans l'esprit de « Ensemble, changeons la Guinée », conformément à vos engagements lors de la campagne électorale.

Excellence, Monsieur le Président,

LE CONSTAT

En trois ans et huit mois de votre exercice du pouvoir sous la bannière du RPG Arc-en-ciel, que devons-nous constater ?

1. Au plan politique

Le dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition sur les questions d'intérêt national est mis entre parenthèses alors que la transition politique n'avait pas encore pris fin. L'accord politique signé le 03 juillet 2013 pour parachever la transition s'est révélé être un marché de dupes. Le consensus obtenu récemment en juillet 2014 entre toute la classe politique guinéenne (opposition – mouvance – CENI) sous l'égide du gouvernement et des facilitateurs nationaux est resté en panne car il se serait hélas heurté à votre opposition.

Pire, sur la lancée du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2010, le processus de division politico-communautaire a été poursuivi et approfondi. De façon extrêmement grave pour l'avenir, notre pays s'est installé de fait dans un face à face insoutenable basé sur la bipolarisation politico-ethnique.

Telle qu'elle nous apparaît, sous fond de reconstitution d'un Parti-Etat, toute la politique gouvernementale menée sous votre responsabilité en tant que Président de la République, Chef de l'Etat donc « Président de tous les Guinéens », nous semble être faite de calculs et de manœuvres ethnistes. Ainsi, la préférence politico-communautaire est devenue la ligne directrice de votre politique. En soumettant votre politique à la censure de la coordination de la région dont vous vous réclamez, vous avez laissé se consolider des lobbies ethniques dont l'orientation et les pratiques sont un déni du caractère unitaire de l'Etat guinéen, en violation flagrante de la constitution dont vous êtes pourtant censé être le gardien. Nous assistons progressivement et de façon ouverte à l'émergence d'une classe de citoyens de premier collège et des citoyens de seconde zone dont les droits sont limités de façon non écrite.

Depuis 2011, cette politique de division des nationalités a alimenté d'innombrables conflits sanglants à caractère politique, mais surtout communautaire à travers tout le pays : les affrontements de N'Zérékoré, Koulé, Beyla, Galapaye, Guéckedou, Mamou, Dalaba, Gaoual, Lelouma, les tueries de Zogota, de Conakry, Kissidougou, , Diécké, Siguiri, Saoro, Diécké ainsi que les diverses manifestations à caractères sociales liées à la pauvreté grandissante de nos Populations et à la spoliation incontrôlée des terres des paysans.

Excellence, Monsieur le Président,

Plus que jamais donc, la Guinée, vivant toujours avec les démons du passé, est un pays déchiré, divisé, sans aucun consensus et incapable de mobiliser toutes ses énergies pour une œuvre

commune de redressement national. Le débat politique est pratiquement absent pour poser les véritables problèmes du pays et esquisser des solutions. Les invectives et les slogans en tiennent lieu et c'est regrettable.

2. Institutions

Contrairement aux dispositions arrêtées lors de la transition militaire, les élections législatives n'ont été tenues que près de 3 ans après votre investiture à la présidence de la République. Ces élections législatives tenues le 28 septembre 2013 ont été caractérisées par la fraude, les manipulations des résultats par l'intrusion active de l'administration et de certains commissaires à la CENI. Il n'est pas étonnant que cette assemblée, produit d'une élection qui n'a été ni honnête, ni équitable, ni transparente, n'ait apporté aucune solution aux multiples problèmes qui tenaillent notre pays. La Cour Constitutionnelle et la Cour des Comptes ne sont toujours pas installées, les autres institutions manquent d'indépendance.

L'orientation connue du RPG-Arc-en Ciel de placer à tous les postes des gens connus pour leur esprit ultra-partisan ne garantit pas le bon fonctionnement de ces institutions qui demandent un minimum de sens de l'intérêt général et de la réserve républicaine.

Quant aux élections communales, elles sont renvoyées à une date indéterminée, malgré la fin du mandat des élus depuis quatre ans. Là aussi, nous ne pouvons vous cacher notre crainte de voir ce retard mis à profit par votre gouvernement afin de s'assurer une victoire qui contraste avec la réalité des urnes, comme aux législatives.

Excellence, Monsieur le Président,

Hélas, dans les faits, le pouvoir exécutif est absolu, sans partage et n'est soumis à aucun contrôle ni contrepoids institutionnel quelconque, contrairement aux principes élémentaires du système démocratique dont nous nous réclamons tous.

Le respect de nos lois et l'application des accords politiques et autres engagements obtenus par consensus restent le gage certain de la stabilité et de la paix.

L'effectivité de l'indépendance de nos institutions doit être aussi une préoccupation urgente et cela nécessite la mise à leurs dispositions des ressources humaines et matérielles indispensable à leurs neutralités et au respect de nos textes fondateurs.

3. Economie

Excellence, Monsieur le Président,

Le renouveau politique né de l'accession d'un civil à la tête de l'Etat guinéen avait fait naître de grands espoirs quant au réveil de l'économie guinéenne plombée par l'inflation galopante et l'absence de cadre attractif pour les investissements.

Même si la planche à billets semble être maîtrisée, l'inflation est toujours là, rognant encore plus le pouvoir d'achat déjà très faible des Guinéens.

L'indispensable réforme du secteur minier s'est faite avec un minimum de transparence, ce qui n'a pas permis d'y voir clair dans les relations entre l'Etat guinéen et les groupes miniers.

Des initiatives louables ont été prises par votre gouvernement dès 2011 en faveur de l'agriculture. Mais les résultats sont extrêmement maigres au regard des sacrifices budgétaires consentis par l'Etat. Le manque d'organisation autonome de la paysannerie et la corruption des intervenants a tué l'initiative.

Pour le reste, force est de constater que cette politique a été un échec. Tous les investisseurs sérieux qui étaient venus en 2011 ont plié bagages, découragés par les multiples freins à l'émergence d'une économie prospère, la corruption, les pressions administratives et le manque d'infrastructures n'étant pas les moindres. Des entreprises de premier plan comme Fria, plus que cinquantenaire, ont arrêté leurs activités. SOTELGUI, pionnière de l'industrie GSM en Guinée est tombée en faillite. Ne restent pratiquement que la spéculation immobilière et l'exploitation minière, le plus souvent à la sauvette. Les pertes d'emplois sont énormes depuis trois ans, sans que la courbe ne puisse s'inverser dans un avenir prévisible avec la poursuite de cette politique.

En matière de gestion des finances publiques, malgré la rigueur proclamée, les vieux maux tels que la corruption, la fausse facturation ou les surfacturations, les détournements de toutes sortes sont toujours là en toute impunité.

La transparence promise n'est pas au rendez vous. Plus grave, des soupçons de prévarication pèsent sur votre régime dont la gestion échappe à tout contrôle. Il n'est même pas sûr que dans les conditions actuelles, une Cour des comptes y changerait quoi que ce soit.

Le refus obstiné de respecter les dispositions constitutionnelles (article 36) qui vous font obligation, ainsi qu'à votre équipe de déclarer chacun son patrimoine est considéré par nous comme d'une extrême gravité. Cette obstruction jette un sérieux doute sur la sincérité de vos proclamations de foi relatives à la transparence de votre gestion et votre engagement de lutter fermement contre l'impunité en matière d'atteinte à la fortune publique.

4. Education

Excellence, Monsieur le Président,

L'éducation de qualité est un paramètre capital du développement économique et social. Nous savons tous que l'éducation est sinistrée depuis des décennies dans notre pays. Ce secteur aurait donc dû être la priorité des priorités. Des réformes ont été annoncées par votre gouvernement mais les résultats ne pointent pas à l'horizon. Au contraire, on s'installe dans une situation catastrophique, masquée par des résultats d'examens manquant de crédibilité. La propulsion à tous les niveaux de responsables exclusivement issus des rangs du RPG Arc en Ciel n'a pas du tout contribué à assainir ce secteur et à améliorer son fonctionnement. L'indispensable promotion de l'enseignement professionnel est encore à l'état de projet. Le système éducatif guinéen continue donc à fabriquer par centaines de milliers des jeunes mal formés et non préparés au plan professionnel.

5. Santé

Quand on sait le rôle que l'Etat devrait jouer pour assurer la santé de sa population, le traitement à la légère de la terrible épidémie Ebola a mis en lumière la dépendance de notre pays à l'aide au développement et à la prééminence du « politique » dans le traitement des problèmes de la vie quotidienne des Guinéens ainsi que l'incurie de nos services sociaux. Pour leurs soins, nos compatriotes qui en ont les moyens vont à l'extérieur ainsi que les hauts commis de l'Etat qui y vont aux frais du contribuable guinéen. La grande majorité, ceux qui n'en n'ont pas les moyens, meurent sur place.

Nous nous inclinons pieusement à la mémoire de toutes ces victimes guinéennes et africaines de cette épidémie. Nous adressons nos condoléances émues à vous aux familles éplorées et nous exprimons notre compassion aux peuples éprouvés – de Guinée, d'Afrique et du monde, tous en psychose de cette épidémie qui fait décréter « l'état d'urgence sanitaire mondial ».

Excellence Monsieur le Président,

En 2002, l'Etat guinéen se fixait comme objectif, dans le domaine de la santé de mettre en place, un système de santé accessible et capable de répondre aux besoins de santé de la population. Cet objectif est loin être atteint, car il faut noter que la part du budget national consacrée au secteur de la santé est l'une des plus faibles de l'Afrique. Selon les données mentionnées dans le second document de stratégie de réduction de la pauvreté de 2007, « le financement du secteur de la santé représentait, en 2006, 6% du budget total de l'Etat (0,4% du PIB) ».

Dans son interview du 24 août 2014, le ministre guinéen de la Santé n'a-t-il pas affirmé que «la part de la Santé dans le budget national est très faible (moins de 3% par rapport aux 15% recommandés par la CEDEAO ».

Il n'existe pratiquement pas d'infrastructures d'assainissement collectif des ordures ménagères, ou d'évacuation et de traitement des eaux usées qui se fait généralement par rejet dans la nature (épandage sur le sol, souvent déversées dans des caniveaux, les rues, les espaces libres, les cours d'eau, mer, etc..). Ce qui pollue l'habitat, l'environnement et rend insalubre l'eau de consommation, causes sous-jacentes du taux élevé de morbidité et de mortalité en Guinée.

6. Autres secteurs Sociaux

A l'instar des secteurs éducatif et de la santé, le faible accès aux services sociaux de base constitue une dimension importante de la préoccupation des populations. Il est admis qu'aujourd'hui, sur tous les plans, les Guinéennes et les Guinéens vivent bien plus mal qu'en 2010. Malgré l'investissement financier plus élevé, il ya moins d'électricité, moins d'eau potable, moins de sécurité, moins de confiance et moins de service public.

L'émigration est massive et touche toutes les classes d'âge et tous les sexes. Désespérés, nos concitoyens partent, n'importe où, vers des cieux de moins en moins accueillants. Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi criantes

Excellence Monsieur le Président,

Toute cette situation dramatique décrite ci-dessus a des conséquences terribles au plan social, économique et politique.

II. QUE FAIRE ?

Excellence, Monsieur le Président,

Pour sortir de la situation actuelle de blocage et remettre enfin la Guinée sur les rails de la réconciliation véritable et de la reconstruction, il faut avoir le courage de s'attaquer aux problèmes de fond qui plombent depuis longtemps le devenir de notre pays.

Nous devons tourner définitivement le dos aux violations de la constitution, à l'impunité, à la délation, aux simulacres de réconciliation, aux proclamations négationnistes telles que « nous sommes tous victimes, nous sommes tous coupables ». Il faut organiser une conférence nationale, vérité, justice et réconciliation.

Une telle assise, quel que soit le nom qu'on voudra lui donner, est incontournable pour tirer toutes les leçons des erreurs du passé, mettre fin à l'impunité et permettre à la Guinée de sortir de cette crise multiforme qui affecte toute la société guinéenne.

De ces assises sortiront une nouvelle constitution à adopter par référendum sous la forme d'un nouveau pacte national.

Excellence Monsieur le Président,

Dans ce sens voici quelques propositions à votre haute attention :

Promouvoir le patriotisme, la transparence, l'unité nationale et bannir l'impunité le favoritisme et les combinaisons politiciennes.

Respecter des dispositions constitutionnelles ;

Respecter du droit à la libre expression et arrêt des harcèlements des médias privés ;

Libérer immédiatement toutes les personnes arrêtées sans jugement en particulier ceux dans le cadre de l'affaire du 19 juillet 2011.

Accorder une grâce amnistiante à tous ceux qui ont été condamnés dans cette dernière affaire et qui n'ont pas été pris les armes à la main ;

Mettre fin à toute action et à toute propagande de nature à attiser des conflits communautaires ;

Veiller à ce que justice soit faite dans les affaires de meurtres non élucidés de serviteurs de l'Etat, des paisibles citoyens ainsi que les affaires de détournement de deniers publics;

Respecter des principes de transparence dans la gestion du bien public et notamment la réglementation en vigueur sur la dépense publique ;

Réunir tous les acteurs politiques et sociaux, la société civile en vue de mettre au point une plateforme pour la tenue de la Conférence nationale, vérité justice et réconciliation. Les enquêtes sur les violations des droits humains et les atteintes à la fortune publique depuis l'indépendance seront obligatoirement inscrits à l'ordre du jour.

Privilégier le dialogue franc et sincère, la justice sociale, l'unité de tous les guinéens ;

Les partis politiques signataires de cette lettre sont de l'opposition que se veut une opposition de

contradiction et responsable, susceptible de mettre en lumière suivant ses convictions et sa vision, toutes ces observations et constats par rapport à la vie de notre nation.

Elle ne sera jamais complaisante et veillera aux respects des valeurs et règles qui régissent notre société, à la valorisation de notre potentiel humain et à la consolidation de la Démocratie et de l'unité nationale.

Les partis signataires de cette lettre ouverte ont pour ambition de diriger la Guinée de demain, et pour cela nous avons pour leitmotiv d'accepter les critiques, de favoriser l'échange et de promouvoir l'unité de notre Nation.

Il n'y a pas de Peuple sans Histoires. Nous avons le devoir d'assumer notre Passé et, avec humilité, d'établir la vérité et la justice pour que nous puissions rêver et espérer réaliser cette Guinée bâtie dans sa diversité, économiquement forte, socialement digne où il fera bon vivre.

En vous remerciant pour votre aimable attention, nous restons à votre disposition pour toute fin utile.

Nous vous prions d'agréer, Excellence, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Fait à Conakry, le 10 Septembre 2014

Ont signé :

- Le BL (Bloc Libéral), Dr. Faya Millimouno,
- Le Parti CADRE (Congrès Africain pour le Développement et le Renouveau) Mr Daniel Kolié,
- L'UFD (Union des Forces Démocratiques), Mr. Mamadou Baadiko Bah.